Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Coup-d-Etat-en-Honduras-De-quel-cote-sont-les-Etats-Unis>

Le rôle silencieux et puissant que les Etats-Unis joue
dans le conflit du Honduras.

Coup d'Etat en Honduras. De quel côté sont les Etats-Unis ?

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Honduras -

Date de mise en ligne : jeudi 17 octobre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pour certains ce fut un épisode sanglant de plus dans un pays baigné par le sang. Aux premières heures du 11 mai, un groupe d'indigènes qui voyageaient en canoë sur une rivière de la région de la Mosquita, fut attaqué depuis un hélicoptère. Quand les coups de feu cessèrent au moins 4 personnes gisaient mortes, deux d'entre elles selon certaines versions, étaient des femmes enceintes. Dans ce pays d'Amérique centrale, ce type de violence et quelque chose de banal. Mais cet incident rendit manifeste le rôle important que les USA jouent dans une guerre locale.

A bord de l'hélicoptère se trouvaient des commandos de la DEA (Drug Enforcement Administration). Les autorités étasuniennes affirment que ces commandos ne se sont pas servis de leurs armes pendant l'attaque et que ce furent par contre les policiers honduriens qui pressèrent la gâchette. Ce qui ne fut pas remis en cause c'est que des forces US furent mêlées à cet épisode, et que les hélicoptères appartenaient au Département d'état US

Au nom du combat contre les drogues, Washington a augmenté sa présence militaire au Honduras, donnant chaque fois plus d'armes et d'argent au gouvernement du président Porfirio Lobo. La DEA use de méthodes contrinsurrectionnelles développées en Irak, déployant des patrouilles de commandos avec des formations de Forces Spéciales, en étroite collaboration avec les forces militaires et policières du pays. L'ambassadrice US Lisa Kubiske dit récemment « A présent que notre armée a abandonné l'Iraq, se présente à nous l'opportunité d'user d'un budget déjà assigné qui autrement se perdrait »

Ce que l'histoire officielle et la couverture journalistique des principaux médias ne disent pas c'est que l'allié des USA dans cet acharnement est un régime surgit illégitimement d'un coup d'état militaire Le coup d'état du 28 juin de 2009, mené par Roberto Micheletti, renversa un président élu démocratiquement, Manuel Zelaya. D'abord critiqué (Condamné formellement, ainsi que par l'ONU et l'OEA NdT) par le président Obama et la secrétaire d'état Clinton, le soulèvement fut ensuite légitimé par les mêmes. Les élections réalisées à la suite du coup d'état qui portèrent Lobo au pouvoir furent boycottées par quasiment tous les candidats d'opposition, les observateurs internationaux et les chefs d'états de la région, mais Washington les célébrèrent comme un retour à la démocratie et une manière d'obtenir la réconciliation nationale. Le département d'état et Clinton continuèrent à répéter ces mensonges, de même que le fit Obama en recevant Lobo à la Maison Blanche en octobre.

En attendant, les fonctionnaires US soutiennent que la cause des actuels problèmes au Honduras est le narcotrafic. « Il est tentant d'attribuer la culpabilité de tout le mal qui afflige ce pays à un groupe de généraux aux lunettes noires ou à des élections frauduleuses », écrivit l'ex ambassadeur US James Creagan dans une lettre adressée au New York Times, « Mais rien n'est moins sûr. Nous ne sommes plus dans les années 70 ou 80, avec des coups d'états, des contras et des révolutionnaires qui pullulent en Amérique centrale. » « La violence actuelle, affirme-t-il, est causée par le trafic de drogues, les gangs, la corruption alimentés par le marché de production de la feuille de coca. »

Pourtant c'est seulement dans le contexte de ce coup d'état que nous pouvons comprendre les véritables causes de la crise actuelle. Avant le coup d'état, s'était installée dans le pays une nocive culture de la drogue, avec une expansion des gangs et des fonctionnaires corrompus, mais ce fut la criminalité rampante du nouveau régime qui ouvrit la porte à une floraison sans précédent du trafic. Le trafic de drogue, selon des sources dignes de foi, est à présent enkysté dans tout l'appareil d'état, depuis le policier du coin aux plus hauts niveaux du gouvernement. Non seulement les critiques du régime, mais des fonctionnaires comme le ministre de la défense Marlon Pascua parlent de « narco-juges » qui bloquent les enquêtes et de « narco-législateurs » que manipulent les cartels. Alfredo Landaverde, un ex congressiste et chargé de commissioner la police, qui a enquêté à ce sujet, déclara l'année passée que un sur dix des membres du congrès est un narcotrafiquant et il détenait des preuves qui incriminaient des figures éminentes de la politique. Landaverde fut assassiné le 7 décembre 2011.

Selon l'Associated Press, bien plus que les bandes de criminels des rues et les trafiquants individuels, c'est l'état

hondurien lui-même qui transforma le pays, en « un des lieux les plus dangereux du monde.

Washington dit qu'ils aident à assainir la police hondurienne moyennant le provisionnement de fonds additionnels pour « entraînement ». Mais comme l'ex président Zelaya me le dit dans une discussion qui eut lieu le premier mai, la police est le problème et non la solution. « Donner l'argent à la police, c'est la même chose que de le donner aux narcos », dit Zelaya

Quand Lobo entra en fonction en janvier 2010, il désigna à des postes de première importance des militaires (avec les lunettes noires et tout) qui avaient conduit le coup d'état. Le leader du soulèvement Le général Romeo Vasquès Velasquez, fut nommé à la tête de Hondutel, la compagnie de téléphone de l'état et Manuel Enrique Caceres, un ministre du cabinet de Micheletti, fut nommé directeur de l'autorité aéronautique.

Le coup d'état déclencha une vague de violence de la part des forces de sécurité qui n'a pas cessé. Le 22 octobre dernier, la police de Tegucigalpa tua le fils de Juliette Castellanos, recteur de la plus grande université du pays et membre de la Commission de la Vérité désignée par le gouvernement, et aussi un ami de celui-ci. De hauts fonctionnaires reconnurent que les responsables de ces meurtres furent des policiers, mais ils permirent aux suspects de disparaître avant d'être appréhendés. Cet événement provoqua une grande crise de légitimité, et des figures publiques éminentes comme Landaverde, descendirent dans l'arène pour dénoncer la corruption systématique de la police. Selon ces critiques, le département de police est infesté par des escadrons de la mort à la solde des cartels.

« Cela fait plus peur de croiser 5 policiers dans la rue que 5 membres d'un gang » déclare en novembre l'ex membre de la Commission sur la police Maria Luisa Borjas. Selon le Comité des Familles de Détenus et de Disparus du Honduras (Cofadeh), depuis le coup d'état plus de 10 000 plaintes officielles contre des abus policiers et militaires furent déposées, mais aucune de ces plaintes ne fut prise au sérieux par les autorités. Marvin Pones, viceprésident du congrès, signale que 40 % de la police du Honduras est en relation avec le crime organisé. La pire perversité de cette force fut mise en évidence le jour de la Saint Valentin, quand le pire incendie de prison de l'histoire du Honduras coûta la vie à 361 internés de la prison de Comayagua. La furie de l'incendie se dut en partie au fait que les gardes, officiers de police commune (?), empêchèrent l'arrivée des pompiers pendant une demi-heure

L'administration Lobo et le congrès ont promis des réformes, mais elles n'ont pas eu lieu. Une commission d'investigation de haut niveau fut mise sur pied et désactivée, et celle qui aurait dû la remplacer en est toujours à « Nous verrons ». Parmi les figures clés du prétendu « nettoyage » se retrouvent Eduardo Villanueva, un des principaux ministres de l'auteur du coup d'état Micheletti et Hector Ivan Mejia, actuel Porte-parole de la police, qui le 15 septembre de 2010 alors chef de la police de San Pedro Sula ordonna la dispersion avec des gaz lacrymogènes d'une manifestation de l'opposition, à laquelle participait notamment une bande musicale d'écoliers,

En réponse aux réclamations d'un groupe de « droits humains », la 24 avril, Lobo désigna le général Aquiles Blu Rodríguez à la tête d'une nouvelle commission d'investigation. Ce général est accusé d'obstruction à la justice et de liens avec le narcotrafic au Chili. Le 1er mai, le gouvernement reconnu que jusqu'alors, il n'avait enquêté que sur 18 plaintes contre des policiers.

Incapable de se purger lui-même, le gouvernement a répondu à la crise de la sécurité avec une répression croissante. Codafeh et le Centre Pour la Justice et la Loi Internationale ont attiré l'attention sur des mesures récentes qui sont supposées combattre la criminalité, mais qui en réalité restreignent les droits humains de la population, par exemple une loi qui réduit les restrictions mises aux écoutes téléphoniques et une autre qui permet au gouvernement d'inspecter les comptes bancaires d'organisations non gouvernementales (le congrès Hondurien a également mis à l'étude la législation en matière de contraception la plus répressive du monde qui criminalise la délivrance de la pilule du lendemain (et la prise, prétendant mettre en prison les mineures qui en ferait usage NdT),

même concernant les victimes de viol). Le 20 mars, une mesure « d'urgence » a prolongé de trois mois l'autorisation qui permet à l'armée d'exercer des fonctions de police commune comme de patrouiller dans les rues. Lobo a dit qu'il prétend que ces autorisations deviennent permanentes, ce qui constituerait une violation flagrante de la constitution, qui sépare les fonctions des forces armées de celles de la police.

L'armée hondurienne, elle aussi est corrompue Le 1er novembre 2010, un avion employé dans la lutte contre le narcotrafic a été « volé » dans une base militaire de San Pedro Sula. Selon le quotidien de droite La Tribune, au moins 19 membres de l'armée, en ce inclus des officiers supérieurs et moyens, furent complices de l'opération. En août 2011, 300 fusils automatiques et 300 000 munitions disparurent d'un magasin de l'unité d'élite Cobras. Malgré ces antécédents, un nouveau décret permit à l'armée d'établir des tractations directes avec les fournisseurs, ce qui donne le feu vert à une plus grande corruption.

Le plus dangereux de tout est que dès que se produit le coup d'état le gouvernement a attaqué systématiquement l'opposition. La Commission Interaméricaine de Droits Humains rapporte de « sérieux incidents de violence et de répression » contre des manifestants. Selon Reporters Sans Frontière, au moins 22 journalistes et travailleurs de la presse - dans leur majorité critiques du gouvernement - ont été assassinés dans les trois dernières années. Le 16 mai, une semaine après avoir été enlevé, le corps du célèbre reporter de radio Alfredo Villatore réapparut sans vie, il était vêtu d'un uniforme de police. Le 7 mai, le populaire journaliste, militant des droits LGBT et candidat à la députation du parti d'opposition LIBRE, Enrick Martinez fut retrouvé étranglé au bord d'un chemin. La AFL-CIO a également dénoncé les « nombreux assassinats, attaques et menaces contre des dirigeants syndicaux à cause de leur travail corporatiste ou politique depuis 2009.

Quiconque se risque à enquêter au sujet de ces abus met en risques sa vie. Les Nations Unies rapportent en février que les défenseurs des Droits Humains continuent à être victimes d'exécutions sommaires, disparitions forcées, tortures, maltraitance, menaces de mort, attaques, harcèlement et stigmatisation. Le 22 février, par exemple, un groupe paramilitaire dénommé CAM, reliés aux escadrons de la mort des années 80, envoyait à la co-fondatrice et secrétaire de presse de Cofadeh, Dina Meza, le message suivant : « On va te cramer la chatte à la chaux vive jusqu'à ce que tu cries et après chacun d'entre nous prendra du bon temps avec toi ». En avril, le même groupe commençait à envoyer des menaces de mort à d'autres femmes, une britannique et l'autre française, qui servaient d'accompagnantes à des Honduriennes menacées. Les promesses de protection du gouvernement sont rarement tenues, et quand elles le sont, elles sont entre les mains de la même police dont les victimes potentielles devraient être protégées.

Le prix le plus lourd est payé par les activistes paysans. Dans la vallée d'Aguan, au moins 46 paysans qui luttent pour le droit à leur terre ont été assassinés depuis le coup d'état. La majorité des crimes ont été commis par une combinaison de forces militaires, policières et les milices privées de Miguel Facusse, le propriétaire terrien le plus riche et puissant du pays, et un soutien clé du coup d'état. Ceux qui perpétuent ces crimes jouissent qu'une impunité quasi absolue. Le 24 juin 2011, par exemple, 65 policiers assaillirent la communauté paysanne de Rigores, brûlant plus de 100 maisons et démolissant 3 églises et une école. Jusqu'ici personne n'a été accusé formellement pour ces faits. Pour le moins dix gardes de sécurité sont également morts dans ce conflit. Dans un mail en réponse au questionnaire envoyé pour cet article, Facusse admit que 4 paysans furent assassinés dans un incident décrit comme une bagarre avec ses forces de sécurité.

Toutes les 74 minutes, un homme, une femme, un enfant sont assassinés au Honduras. Selon l'Organisation des Nations unies, le pays obtint en 2011 le taux d'homicide le plus élevé au monde. Ceci inclut les morts à coups de machette ou de feu dans les cas de violence domestique ou dans les bagarres de bar. Simplement beaucoup de gens donnent libre cours à leurs impulsions criminelles parce que, à cause de la pagaille du système judiciaire, ils croient qu'ils ne subiront aucun châtement. L'ONU définit la situation au Honduras comme d'impunité absolue. Selon Human Right Watch, les femmes et les membres de la communauté LGBT sont particulièrement signalés comme des cibles pour l'assassinat, pour des criminels de droits commun comme pour la police. Dans cette situation de tout

Coup d'Etat en Honduras. De quel côté sont les Etats-Unis ?

est permis les gangs en viennent à contrôler des quartiers entiers de la capitale, couvrant des impôts sur les commerces et le passage de véhicules.

Comment le coup d'état militaire a-t-il influé sur tout ceci ? Ajoutez la corruption rampante de l'état hondurien, le crime qu'il débride et couvre, sa répression brutale des opposants, et il apparaîtra qu'il est impossible que la culpabilité de la situation incombe exclusivement au narcotrafic et aux gangs. Le crime organisé et le trafic de drogue est intrinsèquement lié au régime criminel de Porfirio Lobo et des oligarques honduriens.

Finalement, l'alliance entre les USA et un régime aussi brutal et antidémocratique que celui du Honduras a fait l'objet d'un questionnement à Washington. Howard Berman, le démocrate au sommet de la hiérarchie dans le Comité des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants, envoya en novembre une lettre à la secrétaire d'état Harpie (désolée NdT) Hillary Clinton. Dans celle-ci, il demandait si les USA étaient en train d'armer un régime dangereux en Amérique Centrale. 94 membres de la Chambre, incluant de nombreux leaders démocrates ont signé le 9 mars une lettre patronnée par le représentant Jan Schakowski dans laquelle est demandé- spécialement eu égard à la situation de la vallée de Aguan - la suspension de l'aide militaire et policière au Honduras. Le 5 mars, 7 sénateurs avaient signé une lettre présentée par Barbara Mikulski, dans laquelle était exprimée une préoccupation pour l'augmentation des violations des droits humains dans ce pays.

Non que le Congrès se soit levé rapidement avec un démarrage sur les chapeaux de roues. Les Activistes du Secours Rouge du Honduras et leurs alliés sont venus insistant pendant trois ans sur ce thème, obtenant un appui au niveau de la base et faisant pression pour être écoutés à Washington et au Honduras. (Eclaircissement : l'auteur de l'article est membre de ce réseau). Le Département d'Etat a reconnu qu'il existe des « issues » (Problèmes ? NdT) de droits humains au Honduras et que l'appareil de sécurité de l'état est en crise, mais jusqu'ici n'a pas dénoncé l'administration de Lobo pour répression et corruption. L'ambassade US à Tegucigalpa a répondu aux doléances exprimées par des militants des droits humains pour qu'une enquête soit menée concernant le CAM pour des activités en tant qu'escadrons de la mort disant que « malheureusement, la capacité des autorités hondurienne pour faire valoir la loi est limitée » et que le gouvernement US aide son pair centraméricain à « améliorer ces capacités. »

Comme justification de leur appui au gouvernement du Honduras, les fonctionnaires US soutiennent que celui-ci a besoin que les USA l'aide à régler ses problèmes. Etant donné la claire absence de volonté de changement manifestée par Lobo et son gouvernement, cette justification, est pour le moins, ingénue. Le vice-président Joe Biden affirma durant sa récente visite au Honduras que « *les USA étaient absolument engagés à continuer à travailler avec ce pays pour gagner la bataille contre le narcotrafic* ». Invoquant l'Initiative de Sécurité Régionale pour l'Amérique Centrale, Biden promit d'augmenter les fonds pour aider militaires et policier dans la frileuse aide de 107 millions de \$.

La visite de Biden se produisit au milieu d'une montée de critiques contre la politique anti-drogue des Etats-Unis. Le président de Colombie Juan Manuel Santos et Otto Père Molina du Guatemala se prononcèrent publiquement en faveur d'une dépénalisation de la consommation de drogues, dénonçant l'échec des politiques militaires impulsées par Washington

Quelles sont les causes de la politique agressive de l'administration Obama ? Les Usa considèrent depuis longtemps que le Honduras, sont état client le plus captif d'Amérique Latine, est d'une grande importance stratégique régionale. De même que durant la décade de 1980, quand il servit de bases pour les opérations de guerre contre le Nicaragua, ce pays est un centre idéal pour les opérations militaires en Amérique centrale. L'année passée, il reçut plus de 50 millions de \$ en contrats du Pentagone, incluant 24 millions pour transformer les baraquements de la base aérienne de Soto Cano, élevés en 1954, en installations permanentes. La valeur stratégique de cette unité réside dans ce qu'elle est l'unique base aérienne entre les USA et l'Amérique Latine. En 2011, 62 % des fonds attribués par le

Ministère de la Défense à l'Amérique Centrale aboutirent au Honduras.

Les intérêts des entreprises US sont également énormes. Elles embrassent des investissements dans les secteurs miniers et hydroélectriques, les opérations bananières de Dole et Chiquita (qui emploient 11 000 personnes et sont en expansion) et les manufactures de vêtements, pièces automobiles et autres éléments, qui donnent de l'emploi à 110 000 personnes, inclus les 3 000 travailleurs de la fabrique de système de distributions électrique de Lear de San Pedro Sula.

De fait, le coup d'état militaire rendit possible ce que les Honduriens appellent « le second coup d'état », un agenda économique d'investissement transnational opérées par les élites du pays, qui aujourd'hui ont les mains libres pour faire ce qu'elles veulent. Au sommet de leurs priorités se rencontrent la privatisation des fonctions publiques basiques. Au congrès il y a un projet de loi pour privatiser les systèmes d'électricité, l'eau courante et les ports. En attaque ouverte aux puissants syndicats d'enseignants, le congrès a approuvé en mars de l'année passée une loi qui ouvre la porte à la privatisation de toutes les écoles du pays.

Cet agenda comporte l'assaut sur les droits du travail. En novembre 2010, entra en vigueur une loi qui encourage les employeurs à transformer des emplois permanents en emplois temporaires ; sous ces nouvelles conditions de droit du travail, les travailleurs perdraient leur droit aux soins de santé et à s'organiser en syndicats. Une plainte présentée sous l'égide de l'*Accord Centraméricain de Libre Commerce* (CAFTA) par AFL-CIO devant le département d'état des USA en mars, décrit une série de violations systématiques des droits du travail les plus élémentaires depuis le renversement de Zelaya. Ces violences incluent le renvoi de centaines de travailleurs pour avoir essayé d'organiser des syndicats, le non-paiement de salaires minimums et même de tout salaire, point. Les travailleurs Honduriens, conclut le document, ont pâti d'une réduction de leurs droits qui sont ignorés et violés en toute impunité.

Autre exemple encore plus extrême des abus est la loi dite de « villes modèles », approuvées en juillet de l'année passée. Cette loi permet la création de zones économiques autonomes dans lesquelles la constitution et les lois du Honduras n'auront pas cours, ni non plus les plus élémentaires règles du contrôle gouvernemental. Dans ces dites zones, les investisseurs transnationaux opèrent de fait comme des états indépendants. (Tiens, tiens, même modèle pour Euro-Véga en Espagne ! NdT)

La politique du département d'état US envers l'Amérique Latine est toujours conduite aujourd'hui par des experts de l'époque de Georges Bush, qui travaillent en étroite collaboration avec la droite Cubano-américaine. Les leaders de celle-ci, à leur tour ont célébré le coup d'état au Honduras comme un succès qui marque le retrait des gouvernements démocratiques de gauches et centre-gauche, qui sont arrivés au pouvoir dans toute l'Amérique Latine, durant les quinze dernières années. Se faisant écho de ces raisonnements, le candidat républicain Mitt Romney critiqua Obama, en décembre pour son appui supposé à Zelaya durant le coup d'état. « Pendant que le Honduras voulait virer son président pro-marxiste, notre président l'appuyait » disait Romney.

La responsabilité finale, toutefois, revient au président Obama et à la secrétaire Clinton, qui sont en train d'utiliser le Honduras pour réaffirmer le pouvoir des USA dans l'hémisphère Sud.

Vivant sous les fusils US, les Honduriens ont dénoncé une récente militarisation de leur pays. Dans un article durissime intitulé « Obéissance », Cofadeh répondit à la visite de Biden en déclarant ; « La guerre contre les drogues n'est qu'un prétexte pour étendre l'occupation militaire US dans le pays et pour bloquer la vague de changement politique impulsée par la résistance nationale »

Après avoir supporté trois ans de répression, les militants de cette vague de résistance montrent quelques signes de fatigue. Toutefois les gens continuent à protester dans les rues, ce qui demande beaucoup de courage, étant donné

Coup d'Etat en Honduras. De quel côté sont les Etats-Unis ?

que les marches sont réprimées, au moins par des gaz lacrymogène et des matraques. Rien que dans la dernière semaine de mars, les conducteurs de bus et taxis, lesbiennes et gays, travailleurs des usines d'énergie, professeurs et élèves ont manifesté sur la voie publique. Un peu avant, un autre groupe avait occupé les fameuses ruines mayas de Copan pour protester contre une loi qui donne aux municipalités le contrôle sur les sites historiques

Après le coup d'état, tous ces éléments avaient convergé dans la formation du Front National de Résistance Populaire (FNRP). Le Front existe encore, quoique l'excitation des premières années à perdu de son brio. Ses participants incluent le mouvement indigène, les peuples afro-indigènes Garifuna (descendant des Caraïbes NdT), le mouvement des gays, lesbiennes, bisexuels et transsexuels, féministes, avocats et juges, et une myriade d'autres groupes de résistance, appuyée par une culture de médias alternatifs. Zelaya fut autorisé à rentrer au pays en mai de 2011, son épouse Xiomara Castro de Zelaya, est l'actuelle candidate présidentielle de LIBRE, le nouveau parti fondé par le FNRP. Le 1er mai, de centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour manifester dans des marches organisées par LIBRE et les trois principales fédérations syndicales.

La résistance en plus fleurit dans la culture populaire. Pour donner un délicieux exemple : dans la veillée de l'année nouvelle, les Honduriens confectionnent des figurines qui représentent toutes les choses mauvaises qui leur sont arrivées au cours de l'année qui s'achève et ensuite les brûlent de manière rituelle. La première année après le coup d'état, les figurines du dictateur Micheletti se voyaient de toutes parts, l'année suivante, le plus représenté fut Lobo. Cette année, les manifestants ont construit des maquettes de taille réelle des autos de la police qu'ils ont remplis de mannequins qui représentait le fils assassiné de la rectrice et son ami. D'autres maquettes montraient des tanks conduits par Lobo et l'administrateur de la corrompue entreprise nationale de l'énergie électrique. Les quotidiens honduriens ont porté ces images dans tous les coins du pays.

Pour le peuple du Honduras et ses alliés aux USA et dans le reste du monde le chemin à parcourir est très difficile. Il n'y a pas de solutions simples. Les défenseurs des droits humains, depuis Cofadeh à l'ONU et la *Commission Interaméricaine des Droits Humains* ont réclamé au gouvernement qu'il prenne des mesures pour garantir les droits les plus basiques. Ils réclament également la fin de la répression politique, des gaz lacrymogènes, des écoutes téléphoniques, du harcèlement et des exécutions clandestines, ainsi que l'application de la loi et des droits du travail, l'assainissement des prisons, l'élimination des éléments criminels de la justice, de la police et de l'armée et la mise en marche d'une véritable réforme agraire.

Comment se feront ces changements, si le président Lobo et le congrès, intimement liés au trafic de la drogue et au crime organisé - et abrités derrière le parapet des USA - n'ont pas la volonté politique de les mettre en oeuvre ? Les membres de l'opposition signalent que l'unique manière c'est de reconstruire l'état hondurien depuis la base, au moyen d'une assemblée constituante semblable à celles qui ont eu lieu dans d'autres pays d'Amérique Latine dans les récentes années.

Entre temps, Cofadeh et les autres voix notables) de la société hondurienne demandent à grands cris que les USA et les autres pays suspendent leur aide aux forces armées et policières. « Arrêtez d'alimenter la bête, clamait la rectrice Julietta Castellano en novembre.

De fait nous sommes revenus aux années 80, quand le président Ronald Reagan, appuyait les gouvernements de droite contre les mouvements démocratiques de l'Amérique Latine. Les conséquences du renversement de Zelaya ont été incommensurables : comme dirait Tirza Flores Lana, une ex juge d'appel de San Pedro Sula démise ainsi que d'autres juges pour son opposition au coup d'état : « Le coup d'état a détruit la démocratie naissante que nous étions occupés à construire avec de grands efforts au Honduras, et nous revivons le fantôme des dictatures militaires dans toute l'Amérique Latine »

Dana Frank pour *The Nation*

Coup d'Etat en Honduras. De quel côté sont les Etats-Unis ?

[The Nation](#) . USA, 24 de mars 2012

Traduit de l'espagnol pour « [Les états d'Anne](#) » : [Premier partie](#) ; [Deuxième partie](#) de : Anne Wolff

[El Correo](#). Paris, 17 octobre 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

* **Dana Frank** es profesora de Historia en la Universidad de California, Santa Cruz, es tambien autor de : « [Bananeras : Women...](#) » ; [How Low Can Honduras Go ?](#) ; [Honduras : Which Side Is the US On ?](#), [Drug War and Drug Policy](#).